

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

28 OCTOBRE 1938

3^e Année — Numéro 96

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 (54, boul. Magenta), Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
 Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Un succès du P.S.R. aux élections communales belges

On connaît les résultats des élections communales belges : recul réaxiste, maintien des positions des catholiques, libéraux et réformistes. Les staliens ne progressent pas dans l'ensemble.

Mais toute la presse a fait un silence complet sur les résultats très encourageants obtenus par nos camarades du P.S.R. sous le drapeau de la IV^e Internationale. Le P.S.R. avait présenté des listes dans 10 communes du Borinage et de Thudinie, en plein centre minier.

Dans ces communes, nos camarades ont groupé 7000 voix, qui se décomposent ainsi : Flénu, 1513 ; Cuesmes, 623 ; Jemmapes, 720 ; La Bouverie, 297 ; Wasmuël, 364 ; Quaregnon, 1024 ; Châtelain, 384 ; Pirouchampes, 189 ; Jumet, 500 ; Gilly, 1225. Le PSR a 8 élus dans les conseils municipaux. A Flénu, il emporte la majorité absolue.

Ces résultats réjouiront tous les partisans de la IV^e Internationale et seront une belle riposte à tous les sceptiques.

Nos amis ont lutté ouvertement sur le programme de la IV^e Internationale ; ils ont subi l'assaut éhonté des chefs réformistes, staliens, alliés pour la circonstance aux réaxistes. Pendant la crise de septembre, ils ont été au premier rang de la lutte, bien que les autorités faisaient lacérer leurs affiches.

La confiance d'un fort noyau de travailleurs a été aux militants qui combattent la guerre impérialiste, qui combattent la collaboration de classe, qui combattent pour le socialisme.

C'est un encouragement sérieux pour tout notre mouvement. Ce n'est pas par les louvoisements centristes, par les confusions opportunistes, que nos idées s'empareront des masses. C'est par le franc déploiement de notre programme, par la dénonciation de toutes les ambiguïtés, c'est par l'attention envers les intérêts les plus minimes des classes laborieuses.

La presse bourgeoise se tait sur le succès de nos amis du P.S.R. C'est qu'elle accuse le coup !

N'OUBLIEZ PAS...

LE 11 NOVEMBRE APRES-MIDI... de venir à la grande Séance Commémorative du 21^e anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917.

Une partie artistique.
Des orateurs du POI et du JSR et une Conférence d'ANDRÉ BRETON, retour du Mexique, sur : « VISITE A LEON TROTSKY ».

Le lieu et le prix d'entrée seront indiqués dans notre prochain numéro.

Des cartes d'entrée seront à la disposition de tous nos camarades au siège du Parti à partir de LUNDI 31 OCTOBRE.

TRAVAILLEUR, DEFENDS-TOI !

La « paix de Munich » continue à produire ses désastreux effets, ses effets de guerre contre la classe ouvrière.

Où en est la situation ?

Il s'agit pour la bourgeoisie de faire payer la mobilisation par les pauvres et pour atteindre ce but de briser les libertés ouvrières.

Le régime de Daladier - Doriot - Flandin est en complète dissolution. Ils veulent le ranimer avec le sang et la sueur des ouvriers.

Le budget a besoin de 120 milliards. Le déficit est de 50 milliards.

Où les trouver ? Dans la poche des pauvres, répond Daladier.

C'est pourquoi il s'apprête par les décrets-lois à rétablir la taxe sur le chiffre d'affaire qui écrasera la petite industrie et le petit commerçant, à augmenter comme le firent Blum, Bonnet, les impôts de consommation (timbres, tabacs, communications...).

Compression.

L'autre face du « redressement », ainsi que le demande *Le Temps*, ce seront les compressions au détriment des fonctionnaires et des collectivités locales.

Les communes privées des subventions seront poussées à augmenter la patente et la contribution mobilière qui sont déjà si lourdes aux petits commerçants et à tous les travailleurs modestes.

Répression.

Compression et répression vont de pair.

Répression avec le décret concernant les sanctions contre les ouvriers refuseront les 45 heures pour la défense nationale.

Toute la classe ouvrière se dressera d'un seul bloc contre ce monstrueux décret bonapartiste.

Mais pour mieux voir clair dans la lutte à venir, nous devons rappeler que les 45 heures ont été imposées après accord entre les chefs staliens et Daladier.

Les chefs staliens ne sont pas qualifiés pour diriger la lutte contre Daladier.

Le maintien de nos critiques contre leur politique de trahison, ne nous empêche nullement d'affirmer notre plus vigoureuse protestation et notre solidarité de lutte contre les arrestations de militants communistes de la CGT (Labrousse) et contre les interdictions de meetings. Pendant ce temps, les amis de Daladier-Bonnet à la C.G.T. pérorent et donnent des banquets comme Belin et Cie avec le CSACG (Giroux, Mathé, Chambellan...) à la gloire du daladiérisme munichoïse.

5.000 avions.

D'ailleurs tous ces « pacifistes » et « bellicistes » réunis sont tous d'accord depuis Daladier-Doriot jusqu'à Darnat de l'Huma pour surarmer et trouver les 5.000 avions ».

Qu'on lise l'enquête de l'Huma. En

emboitant ainsi le pas à la politique de la réaction et de Daladier, on ne peut lutter contre les conséquences de la paix de Munich qui sont : fascisme, répression, surarmement pour la guerre.

Pas davantage en se lançant dans une campagne bêlante pour le « désarmement », mot l'ordre pacifiste bourgeois que les marxistes-léninistes ont toujours condamné.

Les camarades du PSOP qui lancent ce mot d'ordre n'ont-ils pas compris la leçon qui leur fut infligée hier lorsqu'ils se sont laissés embrigader par Belin-Bonnet et ceux du CSACG dans la campagne des « négociations ». Aujourd'hui dans « Juin 36 » sous la signature de Dassombry on doit reconnaître que cette politique menait aux embrassades au Banquet de Belin avec Roche-Piot-Déat-Daladier sous le signe de l'anti-communisme. Il n'y avait même pas le « triangle », c'est-à-dire les francs-maçons qui mènent le jeu.

Alors, les camarades du PSOP comprendront-ils où mène l'adoption des mots d'ordre du pacifisme bourgeois ? Si l'on veut un mot d'ordre positif,

pour opposer au surarmement les intérêts des masses, qu'on ne le prenne pas chez les pacifistes, mais le programme de la Quatrième Internationale. Ce mot d'ordre, c'est : « Qu'on prélève l'argent nécessaire aux paysans, aux chômeurs, aux vieux, aux fonctionnaires, sur les milliards du budget des marchands de canons !

Fascisme.

Munich : recrudescence de l'action fasciste, avons-nous dit. Ça n'a pas manqué.

C'est le coup des « anciens combattants » (sic) avec Pichot. Ces gens-là veulent un « comité de salut public » c'est-à-dire un 6 février.

« A gauche » ils s'appuient sur Belin-l'Œuvre, les réformistes antistaliens.

On ne peut lutter contre un nouveau 6 février par plus que contre la guerre en maintenant le bloc avec Belin et Cie.

A l'action, camarades du PSOP, du PC de l'U.A. dans un front ouvrier et paysan contre le fascisme, la répression, la guerre.

CLART.

Dans l'aviation et la métallurgie

dans le bâtiment, chez les employés

Il est temps de mettre fin au recul !

Les 50.000 travailleurs des industries aéronautiques sont astreints à une gymnastique impossible depuis trois semaines. Le 29 septembre, la Fédération des Métaux leur demande de travailler le samedi suivant soit 54 heures par semaine, le 30 septembre contre-ordre, il ne faut plus travailler. Si bien que le samedi 1^{er} octobre, une partie du personnel travaille, l'autre non. Puis la Fédération des Métaux refuse la reconduction pour 6 mois de la sentence Jacomet expirant le 14 octobre, et, à partir du lundi 17 octobre, demande aux ouvriers de ne faire que 40 heures. Le 24 octobre la position a changé et le régime des 45 heures est à nouveau accepté.

Parallèlement à cette politique d'aventure, une campagne de presse s'est développée demandant l'accroissement de la production aéronautique. Frossard, le « syndicaliste ami de la paix » (voir Syndicats) réclame 5.000 avions, d'autres 10.000. Enfin, Blum se distingue dans une série d'éditoriaux du « Populaire » et soutient la seule théorie valable pour les capitalistes « la volonté de paix impose aujourd'hui les méthodes du temps de guerre » (20-10-18).

Appuyés par le gouvernement, les patrons « nationalisés » ont commencé la répression. Les ouvriers désabu-

sés par les variations constantes de leur direction stalinienne, ne réagissent plus. Les 45 heures sont faites en 5 fois 9 heures, — une demi-heure supplémentaire est faite le matin, une demi-heure est faite le soir. — Donc lundi matin 24 octobre, les patrons ont fermé les portes pour les ouvriers rentrant à l'heure normale, c'est-à-dire ayant refusé la demi-heure supplémentaire. Cette mesure était appuyée par de nombreuses forces de police. Chez Caudron, Lioré Olivier, Mesner, Air Equipement, de nombreuses mises à pied ou licenciements ont été effectués.

Dans l'aviation, les patrons ont gagné, les staliens aussi. Les ouvriers feront 45 heures et le nombre des chômeurs continuent d'augmenter. La nationalisation aura finalement abouti à mater l'avant-garde dans la classe ouvrière. Un redressement est encore possible.

Dans le Bâtiment. — A Paris : une sentence arbitrale avait refusé une augmentation de salaire. Poussé par sa base, le Comité régional déclenche la grève générale le 17 octobre, quelques jours après la Fédération torpille la grève en se mettant à la disposition du gouvernement qui mobilise.

(Lire la suite page 4)

Les "Pacifistes" et la lutte contre la Guerre

« Nous ne voulons pas la guerre » ont clamé les pacifistes dans leur pétition des syndicats nationaux des Instituteurs et des Agents des P.T.T. En soi, à part quelques bellicistes ou fous époumonnés, c'est une affirmation négative acceptable. Cependant le problème est : comment lutter contre la guerre ?

Ah ! Si vous commencez à réfléchir, à discuter pour agir justement, vous risquez d'être assez mal traités par les « pacifistes » eux-mêmes. Ils commencent par vous administrer quelques envolées sentimentales et vibratoires sur l'horreur de la guerre, sur les ruines immenses qu'elle peut causer, sur les millions de vies humaines détruites. Et c'est tout juste si vous n'avez pas l'impression que vous êtes un être en dehors de la vie sociale qui n'a que faire de toutes ces conséquences indiscutables d'une guerre impérialiste. Bien sûr, dans la propagande et l'agitation les militants ont à exposer tous les aspects et conséquences de la guerre impérialiste, mais encore faut-il expliquer les causes de cette guerre et comment lutter contre elles.

C'est là que nous nous heurtons avec les « pacifistes », avec ceux du Centre Syndical d'Action contre la guerre (CSACG). Eh oui, ce n'est pas du temps perdu que de revenir sur cette journée du dimanche 25 septembre. D'autant moins qu'il semble que des organisations dites révolutionnaires comme l'Union anarchiste et le PSOP n'aient pas tiré le moindre enseignement de cette période de mobilisation; nous parlons évidemment des dirigeants de ces organisations, et non de la base anarchiste ou psopiste dont une partie est à la recherche d'une activité révolutionnaire orientée sérieusement.

Les dirigeants « pacifistes » des syndicats du CSACG, ceux de l'U.A., du PSOP, pourraient très utilement expliquer pourquoi le CSACG s'est opposé au rassemblement avec les Cercles syndicalistes lutte de classe, le Syndicat des Techniciens, la CGTSR, le POI, les JSR, etc. Des camarades diront : vous exagérez toujours, vous les « trotskystes » ! Alors, que ces camarades lisent attentivement le texte suivant :

« Pas de nouveau massacre ! (ou 1914)

Ou

« Halte à la guerre ! »

« Travailleurs de France !

« Les premières mesures de mobilisation du gouvernement Daladier commencent de nous précipiter dans un nouveau massacre comme en 1914 pour les rapines capitalistes du monde entier.

« De la « Liberté » fasciste à « l'Humanité » staliniste, nous assistons à un déchainement sans précédent du chauvinisme.

« Des partis, comme le parti « communiste », tentent, par des manœuvres monstrueuses, de faire croire aux gouvernants que la classe ouvrière est prête à accepter la nouvelle boucherie.

« Nous, militants syndicaux et politiques de toutes tendances, nous venons vous dire : « Ce n'est pas vrai, le peuple travailleur des ouvriers et paysans de France ne marche pas ! ».

« Ils ne veulent pas d'un nouveau 1914.

« A l'action contre le danger commun !

« Ouvriers, paysans, employés, fonctionnaires, manifestons notre opposition irréductible :

« Halte à la guerre ! »

C'est le projet du texte d'affiche proposé le dimanche 25 septembre au soir au CSACG par les organisations déjà citées. Les militants du CSACG ont refusé même ce texte qui pouvait permettre le plus large front unique des opposants du mouvement ouvrier à la guerre. Et pourquoi ce refus du CSACG ?

Toute l'activité de ce centre l'explique : nous devons appuyer les négociations de Munich, accepter la responsabilité et les conséquences d'une nouvelle orientation de la politique extérieure de l'impérialisme français.

Est-ce lutter contre la guerre que d'écrire « Nous ne voulons pas la guerre » et crier « Vive Daladier ! » à son retour de Munich ? Est-ce lutter contre la guerre que de banqueter « pour la paix » avec Emile Roche, Marcel Déat et tutti quanti ?

Nous répondrons non. Les dirigeants syndicaux et politiques qui pratiquent ce jeu-là trompent les travailleurs et les entraînent dans une voie contraire à leurs intérêts.

Il paraît aussi qu'à la réunion du 25 septembre « les trotskystes » ont fait une « pénible impression » à nos excellents pacifistes. Mais qu'ils nous traduisent leur impression à l'audition du « syndicaliste » de La Châtre lorsqu'il proposait, pour organiser la paix, de s'adresser aux syndicats fascistes d'Allemagne pour qu'ils adhèrent à la F.S.I.

En vérité, les « pacifistes » du CSACG sont très en colère qu'il reste des militants fidèles au principe de la lutte de classes affirmé par la Charte d'Amiens de 1906 et de laquelle ils osent encore se réclamer.

Et que voyons-nous depuis la trêve impérialiste de Munich ?

Le CSACG ne bronche pas contre les nouveaux 2 milliards 300 millions pour la défense nationale. Il ne dit rien contre cette campagne capitaliste, admirablement orchestrée dans toute la presse quotidienne, pour la construction de 5.000 avions.

Ce pacifisme s'avère être une formule politique excellente, pour avoir des échos dans la masse ouvrière et petite bourgeoisie désabusée par le Cartel parlementaire appelé Front populaire, mais profondément anti-impérialiste. Ainsi l'anti-stalinisme du CSACG est du véritable anti-communisme au même titre que la politique stalinienne elle-même.

Voilà pourquoi, en reprenant les traditions révolutionnaires du communisme de Lénine et Trotsky, nous sommes l'objet des attaques conjuguées, différentes dans leur expression, des réformistes « pacifistes » et des stalinistes néo-réformistes, tous partisans de la défense nationale dans le régime capitaliste actuel.

J. BARDIN.

P.S. — Ceci pour répondre en particulier, également, à une polémique de « P.T.T. », journal officiel du Syndicat National des Agents, dirigée contre « les trotskystes et la Quatrième Internationale » et aussi contre le « Réveil syndicaliste », organe des Cercles syndicalistes lutte de classe.

Où sont les champions de l'indépendance syndicale ?

« Le syndicalisme entend rester fidèle à sa tradition d'indépendance et de pacifisme » écrit en tête de la première page, « Syndicats » du 19 octobre 1938.

Quelle est l'occasion de cette affirmation ?

Le banquet, baptisé « de la Paix », organisé par les « Amis de Syndicats » le samedi 15 octobre. A cette manifestation politico-syndicale se retrouvaient côte à côte des dirigeants de la CGT et de syndicats (Belin, Delmas Vigne, Dumoulin, Mathé, etc...), des politiciens transfuges, tarés, anti-communistes farouches en même temps qu'anti-staliniens (Emile Roche, directeur du journal « La République, Jean Piot, Marcel Déat), des anarchistes (Sébastien Faure, par exemple).

« Juin 36 », organe du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, publie égale-

A L'ACTION POUR LE REDRESSEMENT DE LA

ment un article d'un participant à ce banquet dit « de la Paix ».

Il s'agit en somme d'une espèce d'union sacrée, celle qui s'est consolidée au travers des événements internationaux de septembre. Cette union sacrée politico-syndicale constitue le bloc qui, dans le mouvement ouvrier, oppose le soutien de la politique de la bourgeoisie française pour les compromis impérialistes (Munich), au soutien de la politique de l'autre partie de la bourgeoisie française qui est pour « la fermeté des démocraties » pour la guerre impérialiste immédiate.

Telle est, à notre sens, la signification profonde de la politique des deux blocs dans la CGT : anti-stalinien et stalinien. L'un et l'autre sont l'expression politique, dans le mouvement ouvrier, des deux courants politiques essentiels qui divisent encore la bourgeoisie française sur l'orientation de sa politique extérieure.

Mais ces deux blocs « ouvriers » opposés sont d'accord sur le fond : ni l'un ni l'autre ne manifeste la plus légère hostilité contre l'engloutissement des milliards dans les armements en France, pour le développement des luttes ouvrières en fonction d'une stratégie d'ensemble de la lutte des classes, car tous deux sont pour la défense nationale de l'impérialisme français.

Ainsi, nous sommes en droit de dire : pas plus Syndicats que La Vie Ouvrière n'a le droit de se réclamer de l'indépendance syndicale. L'une et l'autre colaborent avec des politiciens du parlement bourgeois non pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, mais pour mieux essayer de tromper cette dernière.

Si l'unité syndicale apparaît fragile, c'est justement parce que la lutte de ces deux cliques est contraire aux intérêts prolétariens. Indépendance syndicale ? Oui, mais pour la réalisation d'un programme d'action par la pratique de la lutte de classes.

Sans quoi la bourgeoisie continuera à manœuvrer habilement pour diviser nos rangs, affaiblir notre unité de classe et renforcer sa dictature de classe dominante.

BOITEL.

La grève du bâtiment Lyonnais

Lyon, 22 octobre. — Les deux parties sont toujours sur les mêmes positions. Les ouvriers réclament l'application de la sentence Rentenauer, et les patrons, soutenus par la préfecture celle de la sentence Dillac prise postérieurement et diminuant de 10 p. cent en moyenne les salaires.

La préfecture manifeste même avec cynisme sa solidarité avec la Chambre patronale en répondant par exemple au syndicat : « Toute discussion est inutile. Pour nous il n'existe qu'une seule solution : la reprise immédiate du travail aux nouvelles conditions et rien d'autre ».

Devant un front unique aussi cynique entre pouvoirs publics et patronat une seule solution est ouverte aux travailleurs pour vaincre : l'extension du conflit en grève générale pour toute la région lyonnaise. C'est une perspective que se sont bien gardés de tracer les dirigeants syndicaux dans tous les meetings tenus par le Bâtiment et également au meeting de l'Union des Syndicats où des milliers de travailleurs étaient réunis (avant-hier jeudi) pour entendre Arrachard.

La grève générale est pourtant non seulement souhaitable mais possible. En effet, la colère gronde dans la métallurgie ; Berliet a été occupé pen-

dant plus de 24 heures en réponse aux licenciements de près de 300 ouvriers dont de nombreux délégués d'ateliers.

L'instant est propice pour une lutte d'envergure, mais la direction ne la veut pas et se contente d'en appeler encore et toujours à l'arbitrage dont les pouvoirs publics se moquent et qu'ils refusent ; arbitrage responsable déjà de la sentence Dillac.

La grève est violente, et les incidents se multiplient. Chaque semaine devant un tribunal composé de croix de feu notoires, des grévistes comparaissent et sont régulièrement condamnés bien souvent pour de simples paroles intitulées menaces (« Si tu n'arrête pas le travail, il va t'arriver des histoires ») à des peines de prison ferme (4 mois, 6 mois, 2 mois).

Le sursis n'est plus jamais prononcé. Une condamnation particulièrement scandaleuse est celle infligée à un ouvrier pour avoir donné un coup de poing à un jaune et l'avoir jeté par une fenêtre de 1 m. 70 sans qu'il

Nouvelle guerre eu États-Unis Socialist

Les accords de Munich ont orienté la politique extérieure des grandes puissances vers le pacte à Quatre anti-soviétique. Mais chaque impérialisme visant à obtenir le maximum dans le marchandage qui prend corps, cette réorientation de la politique internationale ne peut se faire sans secousses ni contradictions et la violence de ces secousses peut être telle qu'on aboutisse momentanément à une autre constellation des puissances.

Pour sa part, l'Allemagne poursuit l'offensive vers les frontières de l'Union Soviétique. S'appuyant sur les concessions qu'elle vient d'obtenir, elle accélère son offensive. Par là même, elle démontre aux pacifistes bourgeois que la guerre n'est pas évitée, mais seulement repoussée et tournée vers de nouveaux objectifs. Le voyage du Docteur Funk en Yougoslavie, Roumanie, Turquie, le conflit latent avec la Pologne sont deux aspects de cette offensive diplomatique.

Les accords commerciaux et financiers conclus avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie confirment ce que nous avons déjà écrit ici-même : le bloc anglo-français est incapable de s'opposer à l'avance d'Hitler en Europe centrale ; les accords tendent à consacrer la prépondérance économique de fait de l'Allemagne en Europe Centrale.

Bien plus, cette prépondérance ne se base plus, comme le faisait la prépondérance anglo-française, sur l'hégémonie su capital financier, mais par la prise en mains de tous les leviers de l'économie : agriculture (développement de la culture du soja, du coton, etc.), communications (construction de routes, lignes téléphoniques, aménagement de la navigation danubienne qui va créer une transversale Rotterdam-Constantinople), finances. En définitive il ne s'agit rien moins que d'incorporer ces pays dans le système autarcique du Troisième Reich.

Il s'agit là d'une politique de grande envergure, dans laquelle le capitalisme allemand n'apparaît pas sous la forme de détenteurs de fonds individuels, mais où il fonctionne comme un tout, et par conséquent avec une efficacité infiniment plus grande que le capitalisme libéral.

Mais on aurait tort de croire que les accords intervenus règlent la question. Nous avons déjà eu l'occasion de sou-

se fasse aucun mal ; il se vit gratifier de 1 an de prison sans sursis. Plus de 40 condamnations ont été déjà prononcées.

Le président manifeste sa partialité avec une brutalité qui dépasse l'hypocrisie habituelle de ses semblables : « Si les gardes mobiles ne suffisent pas, on fera venir la garde républicaine ». « Nous saurons bien vous mâter, vous et vos roulantes ».

Le meurtre d'un Polonais qui travaillait grassement sur un chantier est exploité par une violente campagne contre les ouvriers, sans que l'on sache encore exactement quel est le meurtrier et que l'on n'ait opéré que quelques arrestations à tort et à travers.

Les ouvriers en sont à la douzième semaine de grève et la lutte continue ardente. Le POI continuera à tracer comme perspective (un tract doit être distribué au prochain meeting) l'extension du conflit. Sans la grève générale, la grève de la bâtisse va à un

échec qui portera un coup terrible à l'ensemble du syndicalisme lyonnais.

Lyon, 25 octobre

La grève est terminée... Les conseils syndicaux, la X^e Région et le Cartel ont décidé d'accepter les propositions patronales. Devant cette attitude, le gouvernement a immédiatement libéré Labrousse, Fau, et Magniot, et c'est sous leur présidence qu'a eu lieu l'Assemblée qui a voté la reprise du travail.

Arrachard, le sursitaire de septembre pour briser la grève parisienne, était là. Il déclara : « Si nous avons perdu la seconde partie de la bataille, nous gagnerons la belle »... De nombreux ouvriers parlèrent pour la continuation de la grève — on vote à mains levées — on ne peut dire qu'il y ait une ferme majorité pour l'acceptation. Arrachard revient à la tribune pour exiger « la netteté » (sic !). Finalement, une majorité se dessine pour la reprise du travail.

Inutile de dire que lundi, les patrons ont laissé plus de 2000 ouvriers sur le pavé... C'est l'heure pour les bâtimentiers de Lyon de tirer les leçons de la grève, de remplacer leurs dirigeants faibles, et de se préparer à un nouveau combat.

européenne ou socialistes d'Europe

aligner que les puissances balkaniques ne se vendent à l'un des blocs en présence que pour se vendre le lendemain plus cher à l'autre. La Turquie ne joue pas un jeu différent. Et cette fois l'Angleterre et la France se trouvent dans une situation décisive : la Turquie est la tête de l'Entente du Proche-Orient (Turquie, Irak, Perse, Afghanistan), et son entrée dans le jeu allemand ouvrirait à l'Allemagne le chemin des pétroles du Caucase, de l'Irak et de la Perse et la route de l'Inde. Ceci au moment où l'Allemagne appuie ouvertement le mouvement nationaliste arabe. Il est donc sûr que l'Angleterre s'efforcera de réduire à néant les effets de ces traités. Déjà on annonce la visite du roi Carol de Roumanie à Londres, au lendemain de la visite que lui a faite le colonel Beck.

La discussion autour du sort de la Russie subcarpathique et la poussée allemande vers l'Ukraine ont provoqué dans le clan nationaliste polonais progermaniste un mouvement de recul.

Comme nous l'avions signalé pour la Hongrie, la bourgeoisie polonaise après s'être appuyée sur l'impérialisme allemand pour obtenir satisfaction à ses revendications, a peur aujourd'hui d'être demain à son tour la victime d'Hitler. L'offensive vers l'Ukraine russe signifierait aussi l'offensive pour l'annexion de l'Ukraine polonaise.

Comme était né le légitimisme autrichien, comme est née l'idée de l'union monarchiste entre la Hongrie et la Roumanie, vient de naître un « parti impérialiste polonais », qui vise à réaliser au profit de la bourgeoisie polonaise le projet d'Hitler ; son programme est la constitution d'un Etat fédéral polono-lithuano-ukrainien de 80 millions d'habitants.

La contradiction réelle qui existe entre l'éloignement de la Pologne de l'orbite de l'Allemagne et la rentrée de la Roumanie dans son orbite, indique l'une des voies essentielles de l'orientation diplomatique en Europe. Un bloc est en train de se constituer à l'est de l'Europe qui, utilisant les contradictions qui existent encore entre l'Allemagne et l'Angleterre, s'efforcera de jouer un rôle de balance, dûment monnayé, ce que nos journa-

Chez les petits viticulteurs champenois

En Champagne, les vendanges viennent de s'achever. La récolte est très abondante. Il y a eu de la pluie, mais les chais sont très chargés.

Malgré cela, les vigneronniers sont préoccupés, le vin se vendra-t-il ? La plupart d'entre eux ont encore dans leurs caves les récoltes 1936 et 37.

Les vigneronniers, petits propriétaires qui travaillent en famille (embauchant seulement à l'époque des vendanges) sont entièrement sous la coupe des grosses maisons de champagne d'Epernay. L'une des plus rapaces est la maison Moët qui veut dicter sa loi aux vigneronniers. Elle fabrique une quantité industrielle de « Champagne » avec des vins de l'Aube, sans appellation d'origine, et qu'elle achète à bas prix...

En plus de la tactique de ne pas

listes appellent un bloc tampon.

Mais ce bloc tampon aura pour rôle essentiel de servir de couverture à l'offensive de l'Allemagne, seule ou alliée aux trois autres puissances, contre l'URSS.

Aux tractations vénales de la diplomatie secrète, où le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devient le paravent des appétits impérialistes les plus sordides, une machine de guerre contre les ouvriers et paysans de l'URSS qui ont en 1917, montré la véritable signification de ce terme, la Quatrième Internationale oppose la lutte sous le drapeau des Etats-Unis Soviétiques d'Europe, la lutte dans laquelle les ouvriers et paysans en finiront non seulement avec les oppresseurs de leurs nations, mais encore avec tous leurs oppresseurs capitalistes.

Intégrer la lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir est le devoir des organisations de la Quatrième Internationale, est le devoir de tous les ouvriers qui veulent défendre véritablement l'Union Soviétique. — M. MAURICE.

Le Congrès des Techniciens de la Métallurgie

Le 3 et 4 novembre se tiendra le Congrès des Techniciens de la Métallurgie de la Région Parisienne. Après avoir subi les attaques perfides et les menées scissionnistes des staliniens, agissant avec la complicité, sinon l'appui actif des bureaucrates réformistes, le Syndicat devra dire si la lutte qu'il a menée pour une orientation de lutte de classe ne devait que servir de couverture aux réformistes et en particulier s'il permettait que la Fédération des Techniciens s'aligne à Nantes sur Belin et Jouhaux, ou s'ils veulent la voir continuer dans la voie révolutionnaire.

Pour ce Congrès la majorité du Conseil, la majorité du Conseil Syndical présente un rapport qui contient d'excellentes choses sur la lutte pour les revendications autour du mot d'ordre du contrôle ouvrier et pour un programme d'action collective de la l'action directe des exploités peut barrer la route à la guerre. Mais il propose pour but à cette offensive de s'adresser aux travailleurs des pays d'Europe et du monde, de leur proposer une vaste redistribution des richesses naturelles du globe, une amélioration internationale des conditions de travail, un relèvement mondial du pouvoir d'achat des peuples...

Autrement dit il préconise un nouveau juin 36... pour tenter une expérience Blum à l'échelle internationale.

Mais le contenu réel de ce rapport d'orientation devient plus clair encore lorsqu'on sait que la même majorité s'est solidarisée avec l'activité du CSACG, dont éclate aujourd'hui la pleine collusion avec Belin et Froideval et désolidarisée de l'action de front unique qui a abouti à la signature du tract « A Bas la Guerre Impérialiste ».

Aussi la minorité du conseil syndical demande-t-elle aux syndiqués de marquer une fois de plus que l'action directe n'a de sens que si elle s'oriente vers la révolution socialiste et pour la lutte implacable contre le réformisme à la Belin ou à la Frachon : « Le mouvement syndical ne peut échapper au désastre, les travailleurs ne peuvent se sauver que dans une offensive de classe pour leurs revendications générales au terme de laquelle la question du pouvoir aux salariés est posée. C'est pourquoi la lutte pour de meilleures conditions de travail (hausse des salaires, échelle mobile, retour aux 40 heures, etc...) gravite autour du mot d'ordre central de cette période : le contrôle ouvrier.

Nul doute que cette résolution, qui réaffirme et précise l'orientation essentielle de la Fédération ne trouvera un large écho parmi les techniciens de la Métallurgie parisienne.

POUR ORGANISER LE CHOMAGE PARTIEL LES DIRIGEANTS DE LA C. G. T. FONT APPEL AUX TECHNICIENS

Le journal de la « démocratie syndicale Messidor nous en apprend de bien bonnes.

Dans son numéro du 21 octobre 38, il reproduit un article du Conseil juridique de la CGT intitulé : « Démontrer la possibilité d'organiser le chômage partiel ».

De deux décisions de la Cour supérieure d'arbitrage habilitant les surarbitres à prononcer des sentences arbitrales dans le cas de licenciements massifs, ce fameux conseil juridique, en déduit que lorsque les licenciements sont motivés « par les conditions économiques et la baisse de la production, il faudra que le syndicat ouvrier soit en mesure de démontrer la possibilité technique de les éviter par l'organisation d'un chômage partiel ».

La pratique de la collaboration de classes conduit à cette monstruosité : pour éviter le chômage total, organisons le chômage partiel. Bientôt, avec l'aide des dirigeants de la CGT, les patrons auront réussi à dresser une partie de la classe ouvrière contre l'autre et il leur sera facile alors de procéder à des retenues partielles sur les salaires. Car le Conseil juridique de la CGT ajoute que le syndicat ouvrier doit démontrer qu'en organisant le chômage partiel, il ne doit pas en résulter « financièrement des charges excessives pour l'établissement ».

Vraiment le bureau confédéral n'a pas besoin de payer des avocats pour faire un tel travail, il a à sa disposition des organisations patronales qui le feront gratuitement.

Le Conseil juridique de la CGT écrit que pour organiser le chômage partiel il faut « un plan d'organisation du travail à la fois technique et financier, un véritable plan de rationalisation », puis il ajoute « le mouvement des techniciens à l'intérieur de la CGT prend une importance immédiate considérablement accrue ». A la lecture d'une telle phrase, il faut penser que Frachon a dû passer par là, c'est lui qui, en effet, orchestre dans la CGT la répartition des techniciens dans les Fédération ouvrières contrôlées par ses amis et qui lutte pour la disparition de la Fédération des Techniciens qui se refuse encore à être l'auxiliaire du patronat.

E. P.

(Suite page 4)

Il est temps de mettre fin au recul !

(Suite de la page 1)

En contre-partie Daladier promet une nouvelle sentence arbitrale rapide.

Cette sentence vient d'être rendue, elle conclut au rejet de la demande d'augmentation et envisage la possibilité de l'établissement d'une convention pour le département de la Seine.

Bafoués par leur direction syndicale les gars du bâtiment ne peuvent lui faire confiance pour discuter d'une convention.

A Lyon : depuis 11 semaines les ouvriers du bâtiment de Lyon étaient en grève pour s'opposer à l'annulation de la sentence Reutnauer remplacée par la sentence Dilhac qui diminuait les salaires de 5 à 7 pour cent.

Quelques dizaines de patrons avaient cédés mais Arrachart était venu à Lyon maintenir la grève quand même.

Décidés à lutter jusqu'au bout, le syndicat patronal se fait épauler par le Préfet qui protège les jaunes et fait emprisonner les militants. Il promet même d'allonger la liste des emprisonnés à Chaintreuil, le militant du SUB repenti et stalinisé et à ses sous-ordres.

Les chefs syndicaux capitulent. Labrousse, secrétaire fédéral, Fau, des terrassiers, et Magnot, sont relâchés pour préparer l'assemblée générale du samedi 22 octobre, dans laquelle ils font adopter à grand-peine la reprise du travail sans conditions pour lundi 24 octobre.

Cette désagrégation est la conséquence normale d'une politique de capitulations et d'aventures.

Dans les Grands Magasins. — Les employés des Grands Magasins avaient une convention collective excellente et ils avaient su la conserver en occupant les magasins en décembre 1937.

Le 14 octobre, la Chambre syndicale des Employés de la Région Parisienne acceptait sans se battre l'abandon de l'échelle mobile et des 40 heures en 5 fois 8 heures. Et Gazier, l'aspirant chef de la CGT, ose présenter cette capitulation comme une victoire. Qu'en pensent les employés qui, maintenant vont être obligés de venir travailler le lundi après-midi ?

Au début de l'année, les employés des Grands Magasins ont laissé licencier plus de 3.000 des leurs, ils n'ont pas réagi, leurs bureaucrates syndicaux n'ont pas voulu gêner la venue du Roi d'Angleterre à Paris. Maintenant, les conditions de ceux qui restent au travail sont diminuées.

Ces abandons des revendications ont leur répercussion dans une baisse considérable des effectifs.

Au Congrès de Nantes, les organisations syndicales se présenteront sur la base des effectifs de 1937. Ce Congrès de la bureaucratie ne règlera que sa perpétuation. Rien à attendre, pas de redressement possible sans une avant-garde révolutionnaire dont le rôle est la conquête des syndiqués ou non syndiqués à une orientation de lutte de classe. — L.

LE PROCES DU P.O.U.M.

La place nous manque pour tirer les leçons du Procès du P.O.U.M. L'espoir subsiste, que devant la protestation ouvrière, les accusés seront libérés. Les principales accusations stalinien-nes se sont écroulées. Le procureur n'a pu demander que des peines de prison: il ne s'agit plus d'un procès criminel, il s'agit d'une répression politique pure et simple.

Ce n'est qu'un début. Il faut maintenant libérer MUNIS et CARLINI ! Nous fournirons de nouvelles informations sur le sort de nos camarades. Dès à présent, nous invitons nos amis à continuer à souscrire pour leur soutien. Des avocats ont pu leur être assurés. Mais il faut les aider. Il faut arracher leur libération. Travailleurs, songez à ceux qui souffrent pour votre défense.

Une résolution des techniciens de Lille contre la Guerre

Considérant que le militarisme, le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme et constituent la conséquence directe de la concurrence impérialiste,

Que la lutte contre la guerre est donc inséparable de la lutte de classe contre le capitalisme, que ce dernier revête une forme démocratique ou fasciste,

Le Congrès Confédéral rappelle : — Que la lutte contre le capitalisme dans notre propre pays suscite la lutte de classe dans les autres pays ou concourt à son développement ; — Que la lutte contre la guerre est indissolublement liée au principe de l'internationalisme prolétarien ; — Que la défense nationale se confonde dans ses conséquences directes ou indirectes avec la défense des intérêts capitalistes ;

— Que la défense des libertés ouvrières et leur élargissement ne peuvent être assurés que par le maintien et l'élargissement des conquêtes sociales qui en constituent la base économique,

En conséquence, le Congrès déclare : — Que toute tentative d'entraînement des travailleurs dans une guerre impérialiste, sous prétexte de défense nationale ou de défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme, doit être énergiquement combattue.

D'autre part, considérant : — Que la préparation à la guerre conduit à la réduction progressive des libertés ouvrières jusqu'à leur suppression par la mobilisation.

Le Congrès Confédéral se prononce : — Pour le développement des luttes revendicatives et, notamment, contre

la pratique des heures supplémentaires ou toute autre atteinte aux droits acquis, pour assurer la défense nationale ;

— Pour la libération des peuples coloniaux et, sans accepter ni justifier la servitude militaire ;

— Pour la réduction immédiate du temps de service militaire et pour l'amélioration du sort des encasernés.

Il dénonce les phrases trompeuses sur le « désarmement général » et « simultané » et sur la tenue d'une conférence des gouvernements capitalistes, gouvernements incapables de régler pacifiquement leurs irréductibles antagonismes. Comme le montre la faillite de la SDN ce désarmement et cette procédure pacifique sont incompatibles avec l'exploitation de l'homme par l'homme. La lutte contre la guerre et le fascisme se confond avec la lutte pour la libération de la classe ouvrière, seule capable d'assurer au monde la véritable paix.

Cette lutte ne sera menée dans tous les pays qu'avec une Fédération Syndicale Internationale ayant un programme révolutionnaire et réalisant ainsi la véritable unité syndicale internationale. Ladite unité ne pourrait se comprendre qu'avec des organisations syndicales ouvrières, en dehors de toute ingérence de l'Etat ou des organisations de collaboration de classe.

La C.G.T. ne fera reculer la guerre qu'en affaiblissant le capitalisme. Se refusant à toute guerre impérialiste, elle déclare que :

Pendant et après la mobilisation des prolétaires,

LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE !

Unité pour la défense des ouvriers révolutionnaires espagnols !

5.000 personnes avaient répondu à l'appel de la SIA pour la défense du POUM et la grande salle de la Mutualité était comble. Ce succès est la preuve évidente que des couches importantes de la classe ouvrière commencent à comprendre l'horrible drame qui se joue en Espagne.

Mais l'attitude des responsables de la SIA à notre égard nous impose quelques réflexions. Le Comité d'organisation du meeting avait admis la participation du POI qui devait désigner un orateur. Or, le bureau élu par l'assemblée refusa la participation de notre camarade.

De telles méthodes « libertaires » à un meeting de protestation contre le stalinisme sont pour le moins surprenantes. Et nous autres, bien connus pour notre « sectarisme », nous habituons nos auditeurs à plus de démocratie.

Nous pensons que les bolcheviks-léninistes sont pour le moins aussi qualifiés pour prendre la défense du POUM que Paul Rivet ou Georges Pioch. Nous nous sommes, dès le début de la Révolution espagnole, délimités politiquement du POUM, et l'avons mis en garde contre les dangers de sa politique d'assimilation au Front populaire. Mais nous n'avons pas attendu que les militants anarchistes aient été atteints par la répression stalinienne pour dénoncer les crimes de la GPU en Espagne.

Jamais nous n'avons été partisans de faire le silence sur ces crimes.

Enfin, et il n'est peut-être pas inutile de le rappeler, — puisque le procès du POUM se fait sous le signe de la lutte contre le trotskysme — nos propres camarades n'ont pas été épargnés en Espagne (Wolf, Fauconnet,

Moulin, Munis et Carlini), pas plus qu'ailleurs.

Ces seules raisons étaient suffisantes pour légitimer notre droit à la parole. Nous n'avions pas l'intention de critiquer la conception de nos camarades anarchistes sur la lutte antifasciste en Espagne.

Nous pensions seulement avoir autant de droit que G. Pioch à contribuer à la défense de camarades qui connaissaient déjà la répression quand ce dernier jouait la carte Léon Blum.

D'autres camarades ont joué en Espagne et continuent à jouer une carte qui s'est révélée aussi mauvaise et quand la partie sera perdue le prolétariat devra en payer les frais.

Ces quelques réflexions suffisent. Le problème posé est celui de la défense de tous les révolutionnaires espagnols. Nous ne subordonnerons pas notre attitude future à des réactions bien naturelles qui nous ont été imposées. Nous avons réclamé en vain la parole. Nous avons protesté publiquement contre l'attitude bureaucratique des dirigeants de la SIA. Nous avons dit que l'on ne luttait pas contre le stalinisme en employant ses méthodes.

Nous avons répondu aux provocations (A bas les trotskystes ! dans un meeting pour la défense des « trotskystes du POUM ! ! !) par nos cris de Front Ouvrier.

Nous pouvons dire — sans bluff — que nos protestations ont été accueillies avec sympathie par les auditeurs que nous avons pu toucher.

Mais nous restons partisans du plus large rassemblement pour la défense des révolutionnaires espagnols et pour la lutte contre le gangstérisme stalinien. Dans quelques semaines s'ouvrira le « procès » des partisans de la

Pour "LA LUTTE"

Malgré nos efforts nous ne pouvons assurer cette semaine la parution sur grand format.

Notre dernier numéro s'est très bien vendu. Plus de 200 exemplaires ont été vendus au Meeting de la Mutualité. MAIS LES FONDS MANQUENT ET LES DIFFICULTES DURENT TOUJOURS.

Il faut encore de L'ARGENT pour que nous puissions renforcer notre journal. Il est du devoir de chaque militant, de chaque sympathisant de nous aider. Sans retard, VERSEZ VOTRE PHALANGE DE SOUTIEN AU COMPTE CHEQUE POSTAL ROUSSET 22-47-23.

De nombreux abonnements arrivent à leur fin. Consultez sur votre bande, le numéro d'expiration de notre envoi. Nous nous voyons obligés de suspendre le service aux retardataires. N'attendez pas plus longtemps pour vous réabonner.

SOUSCRIPTION

Sananes, Fès : 150 fr.; François Marseille : 100 fr.; L. D., Finistère : 50 fr.; B..., 10 fr.; X... (pour le redressement du P.O.I.), 25 fr.; André (14), 25 fr.; 13* (phalanges), 110 fr.; 17* (phalanges), 182 fr.; 15* (Citroën), 100 fr.; Crav (Carhaix), 100 fr.; Arnaud, 48 fr.; Hélène La Chapelle, 28 fr.; Laur, Denain, 32 fr.50; Monnier, 28 fr.; A. et A. Béhel, 15 fr.; Yves R., 5 fr.; M. B., 10 fr.; Aide d'Amis Marocains, 70 fr.— Total de la sixième liste de souscription : 1088 fr. 50.

Libérez TA-THU-THAU !

Nos camarades du POI des Alpes-Maritimes, d'accord avec les camarades du PSOP de la région, ont marqué aux élections sénatoriales leur dégoût de tous les candidats bourgeois en s'affirmant sur le nom de notre camarade Ta-Thu-Thau, toujours malade et enfermé à Saïgon.

Notre camarade Euzière nous informe que le 23 octobre, 3 délégués sénatoriaux se sont prononcés pour Ta-Thu-Thau, contre Dreyfus, le roi du Blé, Hennessy, roi du Cognac, et Vermarel, roi des Sulfateurs.

Amnistie ! Libérez Ta-Thu-Thau !

Le Congrès des Techniciens

(Suite de la page 3)

Nous l'avons dit souvent : il n'y a pas de place pour un mouvement des techniciens réformiste. Les techniciens défendent leurs revendications aux côtés des ouvriers ou s'ils sont désabusés, ils formeront une base de recrutement facile au fascisme et entraîneront vers l'abîme une partie des ouvriers.

Les dirigeants de la CGT penchent vers cette dernière solution inséparable de leur orientation réformiste.

Contre le chômage partiel ou total: échelle mobile des heures de travail et maintien des salaires, lutte pour le contrôle ouvrier sur la production.

Un technicien, L. B.

Quatrième Internationale en Espagne. La SIA, qui n'a pas, jusqu'à présent, informé ses militants de ce nouveau crime stalinien, sera invitée à participer à notre protestation. Nous pensons que l'entente doit se réaliser.

N'oubliez pas, camarades anarchistes, que chaque écrasement d'un noyau révolutionnaire — si faible qu'il soit numériquement — prépare l'écrasement des autres forces.

L'exemple de l'URSS demande à être médité et celui de l'Espagne aussi. Les capitulards nulle part ne sont épargnés. Et la lutte contre le stalinisme ne peut se faire sous le signe de la lutte contre le bolchevisme. Ce n'est pas par hasard que la GPU s'emploie à écraser partout le bolchevisme. à travers les militants de la IVme Internationale. Camarades anarchistes, dans l'intérêt de toute la classe ouvrière, sachez le comprendre.

M. B.